

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

La Première ministre fait le point de sa mission togolaise



Photo: DR

La Première ministre et sa délégation dressant au chef de l'État le bilan de leur séjour au Togo.

Y.F.I
Libreville/Gabon

De retour du Togo où elle a récemment séjourné durant quarante-huit heures, dans le cadre d'une visite d'amitié et de travail, Rose Christiane Ossouka Raponda, Première ministre, et certains membres de son gouvernement, ont été recueillis hier au palais du Bord de mer par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Une audience à laquelle ont assisté les proches collaborateurs du président de la République. Occasion pour la patronne de l'Administration de dresser au numéro un gabonais le bilan de son séjour dans la capitale togolaise. Un séjour bien rempli. La Première ministre et sa délé-

gation ont ainsi pu s'enquérir du savoir-faire togolais notamment dans le domaine de la gestion des ordures ménagères, du secteur agricole, pour ne citer que ces exemples. Soulignons que la partie gabonaise a essentiellement débattu avec ses hôtes, deux jours durant, des questions relatives aux changements climatiques, à l'environnement, au développement durable, à l'égalité des genres, à la digitalisation de la formation professionnelle, l'agriculture. Objectif, renforcer davantage la coopération bilatérale entre le Gabon et le Togo dont les liens d'amitié remontent aux feus Omar Bongo Ondimba et Gnassingbé Eyadema. Une coopération qui s'est poursuivie entre les deux chefs d'État actuels, Ali

Bongo Ondimba et son frère et ami Faure Gnassingbé Essozimana. En témoignent les différents accords entre le Gabon et le Togo, mais surtout la proximité entre les deux dirigeants. À ce propos, le président togolais a réitéré à Rose Christiane Ossouka Raponda sa volonté inébranlable de booster ladite coopération bilatérale. Non sans avouer son souhait de voir son pays et le Gabon faire office de modèle dans leurs sous-régions respectives. Le moins que l'on puisse dire c'est que le séjour de la partie gabonaise au Togo a été riche en enseignement et partage d'expériences. Ce que n'a d'ailleurs pas caché Rose Christiane Ossouka Raponda.

Groupe d'amitié France-Gabon: des députés français hôtes de Faustin Boukoubi

J.K.M
Libreville/Gabon

Le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, s'est entretenu hier au palais Léon Mba, avec une délégation du Groupe d'amitié France-Gabon, conduite par le député du Tarn (circonscription politique) et de La République en marche (LREM), Jean Terlier.

Un entretien symbolique à plus d'un titre. D'autant plus que cela fait plus de vingt ans que des élus du peuple français n'avaient plus effectué une telle visite dans notre pays. C'est dire que le séjour de Jean Terlier et des cinq élus au Palais Bourbon qui l'accompagnent marque véritablement la relance des activités interparlementaires entre députés gabonais et français. Une relance sous-tendue par la solidité des liens séculaires d'amitié, de coopération et de fraternité existant entre les peuples gabonais et français.

De fait, Faustin Boukoubi s'est fait fort de réaffirmer à ses hôtes le caractère primordial et l'excellence des relations franco-gabonaises. En ce sens, a-t-il indiqué, le chef de l'État n'a de cesse d'œuvrer à la consolidation et au raffermissement de l'axe Libreville-Paris. En témoigne notamment le récent séjour du numéro un gabonais à Paris au cours duquel il s'est entretenu, au palais de l'Élysée, avec son homologue français Emmanuel



Photo: Sylvain Maganga

Phase de l'entretien entre le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, et les élus au Palais Bourbon.

Macron.

Quoi qu'il en soit, au cours de leur séjour, les députés français devraient voir dans quelle mesure ils pourraient accompagner leurs homologues gabonais dans la réalisation d'un certain nombre de projets. C'est tout le sens à donner à la séance de travail qui s'en est suivie après l'échange qu'ils ont eu avec le président de l'Assemblée nationale. Une rencontre qui s'est avérée être un rendez-vous du donner et du recevoir. D'autant que les élus gabonais ont édifié leurs interlocuteurs sur un certain nombre de préoccupations. Notamment " la numérisation et les procédures d'archivage des documents, la scolarisation des étudiants gabonais dans les écoles et universités françaises, la lancement d'une chaîne de télévision parlementaire, la pénalisation des enfants mineurs, la situation des enfants sans acte de naissance, etc". Le séjour des députés français s'achève vendredi prochain.

Miroir du gouvernement

Moins d'atonie !

FAUDRAIT-IL donner raison aux leaders des partis politiques de l'opposition qui, vendredi dernier, lors d'une déclaration, ont fustigé " l'impuissance " du gouvernement à trouver des solutions aux maux auxquels sont confrontés quotidiennement les populations ?

A l'analyse, difficile de ne pas déceler une certaine pertinence dans ces propos. Ne serait-ce qu'en ce qui concerne l'immobilisme face à l'augmentation vertigineuse actuelle des prix de certaines denrées alimentaires (bidon d'huile, sucre, lait, conserves, etc.), les coupures intempestives, incessantes et récurrentes d'eau et d'électricité de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), les tensions sur le front social, la dégradation des conditions de vie des populations du fait des restrictions liées à la lutte contre la Covid-19, le conflit homme-faune, l'arrêt du National-Foot,

les difficultés d'accès à la propriété, etc. A tort ou à raison, on a le sentiment que la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, et l'ensemble des membres de son équipe ne savent véritablement plus où donner de la tête. Surtout que dans le même temps, certains d'entre eux ont de réelles difficultés à exister, quand d'autres semblent se complaire plus dans la communication que sur le terrain des réalisations concrètes et palpables au bénéfice des populations.

De tout ceci, il ressort comme un manque de volontarisme, une atonie. Ce qui est plus que préjudiciable, dans le contexte socioéconomique actuel. Lequel requiert plus de dynamisme, d'imagination, d'inventivité pour parvenir à satisfaire les besoins des populations. Ce, d'autant plus qu'une épée de Damoclès plane, comme qui dirait,

au-dessus de la tête du gouvernement : la matérialisation du Plan d'accélération de la transformation (PAT) dont l'échéance est fixée à 2023.

Un PAT dont la mise en œuvre, au regard des projets prioritaires (accélération des investissements dans le secteur énergie et eau, structuration des investissements en infrastructures numériques, relance des chantiers immobiliers, maîtrise de la masse salariale, digitalisation de l'administration publique, etc), nécessite un changement de paradigme évident.

Plus que tout, Rose Christiane Ossouka Raponda et son équipe sont attendues sur le terrain des résultats.

J.KOMBILE MOUSSAVOU